Maxime Nicolle, Eric Drouet, Priscillia Ludosky... que deviennent les ex-figures des Gilets jaunes?

Pour les figures les plus médiatisées du mouvement de contestation sociale, il semble y avoir un avant et un après.



Ingrid Levavasseur, Maxime Nicolle, Eric Drouet et Priscillia Ludosky. AFP/LP

Par C.P.

Le 17 novembre 2020 à 16h46, modifié le 18 novembre 2020 à 06h18

Il y a deux ans, jour pour jour, éclatait <u>la crise des Gilets jaunes</u> : le 17 novembre 2018, plus de 280 000 personnes vêtues d'un gilet fluorescent, selon les chiffres

officiels, occupaient les ronds-points et bloquaient les routes.

Le point de départ d'un <u>mouvement de contestation inédit</u>, qui a culminé à l'hiver 2018-2019. Que sont devenues les <u>stars des rassemblements</u>? Le Parisien fait le point.

Priscillia Ludosky



Priscillia Ludosky/LP/Guillaume Georges

Devenue figure des Gilets jaunes après avoir lancé il y a deux ans sa <u>pétition « pour la baisse des prix du carburant à la pompe »</u>, Priscillia Ludosky peine aujourd'hui à rebondir. « 2 ans qu'on refuse toutes MES candidatures en ONG... plus d'une centaine », s'exaspère-t-elle sur Twitter.



Un temps reconvertie dans la vente en ligne de produits cosmétiques bio, après plus d'une dizaine d'années dans la banque, la Seine-et-Marnaise ne compte pas repousser la porte d'une agence. « Même s'ils ne me reconnaissent pas tout de suite, les RH regarderont mon nom sur Google, et là... »

Priscillia Ludosky a su toutefois mettre sa notoriété soudaine à profit, en fondant la société de conseil Nexus, dédiée aux lanceurs d'alerte. « Beaucoup de gens me demandent de l'aide », confie-t-elle au <u>Parisien</u> ce mardi. « Je reçois des textos de personnes que je ne connais pas qui souhaitent dénoncer des choses dans leur secteur. J'ai décidé d'en faire une activité distincte des Gilets jaunes ».

Newsletter - L'essentiel de l'actu Chaque matin, l'actualité vue par Le Parisien	
Adresse e-mail	JE M'INSCRIS
Votre adresse mail est collectée par Le Parisien pour vous pern plus	mettre de recevoir nos actualités et offres commerciales. <u>En savoir</u>

Autre option, qui semble s'ouvrir à elle : « J'ai voulu rester à distance mais la politique semble être inévitable », ajoute-t-elle sur le réseau social à l'oiseau bleu.

Seule certitude : si elle décidait de se lancer, cela serait hors des partis traditionnels. « Être tenue en laisse, être accrochée à un parti, c'est non », lâchet-elle. « Si je devais m'engager, j'aimerais ne pas avoir à le faire dans une démarche partisane », assure-t-elle dans nos pages.

Ingrid Levavasseur



Ingrid Levavasseur./AFP/Charly Triballeau

Mêmes déconvenues pour Ingrid Levavasseur, qui avait lancé une <u>liste Gilets</u> jaunes aux dernières européennes, avant d'y <u>renoncer avec fracas</u>. Malgré une formation d'aide-soignante, impossible pour elle de trouver le moindre emploi... dans une branche qui peine pourtant à recruter. « Toutes les candidatures que je présente n'ont aucune réponse. C'est assez sidérant puisque nous sommes en pleine pandémie », a-t-elle déploré ce mardi matin sur <u>franceinfo</u>.

Avant de lâcher, amère : « J'ai tellement pleuré de ne pas avoir de réponse. Je me

suis beaucoup remise en question. Je n'aurais jamais imaginé ça. Et d'ailleurs, si j'avais su ça, je ne me serais jamais engagé dans cette péripétie ». À <u>L'Obs</u>, la trentenaire confie avoir tenté d'autres pistes, du côté des ONG notamment. « Des personnalités de ce monde m'avaient promis de m'aider, notamment en pointant mes qualités de communicante, mais quand les caméras se sont éloignées, ils n'ont plus donné signe ».

Seule avec deux enfants à charge, Ingrid Levavasseur a dû se résoudre à accepter un poste de standardiste dans l'entreprise de plomberie d'un ami. Pour un salaire de 1335 euros par mois. « Se retrouver là, après tout ce chemin, ça n'a pas beaucoup de sens », rumine-t-elle.

Jérôme Rodrigues



Jérôme Rodrigues./LP/Arnaud Journois

Devenu le symbole des violences policières, après avoir <u>perdu un œil lors d'une</u> manifestation le 26 janvier 2019, Jérôme Rodrigues n'échappe pas à la règle : il est toujours au chômage. Lui qui fut directeur d'un magasin de jouets à Paris puis plombier doit se réorienter. « Pourquoi pas dans la vente. J'ai 15 ans d'expérience dans les jouets », confiait-il en septembre au <u>Figaro</u>. « Mais aujourd'hui, avec ma

gueure de *vergne qui a joutu la rrance en l air*, ça va devenir compilque de vendre des poupées Barbie ».

Avec 1000 euros mensuels d'allocation handicapé, le quadragénaire se retrouve sans logement, hébergé par une copine Gilet jaune. « Je n'anticipe plus rien, je ne me projette plus », dit-il à L'Obs. « Je vais en bouffer toute ma vie du Gilet jaune. La vie de Monsieur Dupont, ce n'est plus la mienne. »

Maxime Nicolle, alias « Fly Rider »



Maxime Nicolle./LP/Arnaud Journois

Ce mécanicien logisticien de 33 ans, qui vit en Bretagne avec sa compagne et sa fille de dix ans, ne touche guère plus de 619 euros de chômage par mois. Il a eu beau rappeler les boîtes d'intérim pour lesquelles il travaillait avant le début du mouvement, aucune n'a donné suite. « Maxime, ce n'est pas que je ne veux pas, mais avec ton nom... », se serait entendu dire celui qui est devenu l'une des figures les plus médiatiques du mouvement contestataire.

Depuis septembre 2019, il travaillait pour la webtélé QG, lancée par la journaliste Aude Lancelin, en tant que chroniqueur et reporter. Mais son contrat a dû prendre fin « faute de moyens, à cause du Covid », indique-t-il à L'Obs. Aujourd'hui, selon l'hebdomadaire, Maxime Nicolle souhaiterait devenir journaliste. Celui qui se défend d'être complotiste vient d'ailleurs de lancer la page Facebook #JDS (Je demande à savoir), qui se présente comme une « page d'information libre et indépendante », rassemblant près de 1700 abonnés à ce jour.

Eric Drouet



Eric Drouet./AFP/Bertrand Guay

Le chauffeur routier de Seine-et-Marne de 35 ans semble être la seule figure des Gilets jaunes à ne pas avoir perdu son emploi. Celui qui est à l'origine de la première manifestation du 17 novembre 2018 administre toujours le groupe Facebook « La France en colère !!! », qui rassemble près de 300 000 membres, même s'il a officiellement quitté le mouvement au printemps.

Figure la plus controversée du mouvement, il a été plusieurs fois interpellé. Prochain rendez-vous devant la justice : Drouet comparaîtra vendredi devant le tribunal correctionnel de Paris pour « rébellion », après avoir été <u>expulsé du</u>
<u>Salon de l'agriculture</u> où il comptait approcher le président Macron. « Ce sont les mêmes infractions que l'on reproche aux manifestants à Hongkong et à Moscou », avait défendu auprès du Figaro son avocat, Me Kheops Lava.

Le 18 octobre dernier, Eric Drouet s'est officiellement lancé dans la course à la présidentielle de 2022, « hors de tout parti ». « Les gens dans la France se souviennent de mon nom, je me dis qu'il y a peut-être quelque chose à faire avec », a-t-il expliqué dans l'émission d'Aude Lancelin « Pas de Quartier » dans QG. Au menu de son programme, notamment : baisser les salaires des élus, instaurer le RIC (référendum d'initiative citoyenne) et rapprocher le peuple de la gouvernance.

Pas de Quartier : Eric Drouet – « Un projet avec le peuple pour 2022 » [EXT...

▽ VOIR LES COMMENTAIRES

Société